GENEVE

Année XXXVI - N° 957 - 3 OCTOBRE 1936

LE RÉVEIL anarchiste

Vaincre, c'est faire le plus grand nombre de destructions et de cadavres. L'oublier, c'est se vouer à la défaite.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
Le Réveil, No I. 4662. Genève

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2,50

AIDE aux camarades espagnols

Aux souffrances subies par nos camarades d'Espagne s'en ajoute une de plus: le froid. Déjà nos camarades qui sont sur le front souffrent des nuits fraîches, car ils n'ont sur eux que leurs minces vêtements d'été et ne sont chaussés que d'espadrilles, et bientôt l'hiver sera là. Nous faisons un pressant appel à tous et demandons que **chacun nous apporte** quelques vêtements usagés tels que pullovers, gilets, sous-vêtements chauds, chaussettes, vareuses, manteaux,, souliers, gants, etc. Que chacun cherche non seulement chez soi, mais qu'il cherche aussi dans son entourage, afin d'obtenir le plus de vêtements possible.

Après un premier appel fait au sein de notre Groupe, nous avons déjà pu remplir deux valises et deux grands sacs de vêtements chauds, et cela en 24 heures! Ce premier envoi sera, nous l'espérons, bientôt suivi de beaucoup d'autres.

Ces vêtements pourront être déposés à la permanence du Groupe, Coutance, 8, les mardi, mercredi, jeudi, vendredi, de 20 h. 30 à 21 h. 30. Les camarades n'habitant pas Genève pourront envoyer les paquets au **Comité d'Entr'aide, Bersot, 10, rue Cavour - Genève.** Les camarades de Genève ne pouvant nous apporter les vêtements doivent écrire au Comité d'Entr'aide, qui se charge d'aller chercher à domicile.

Notre Groupe s'occupe spécialement des volontaireas à Barcelone, auxquels quelques compagnes écrivent régulièrement. Nous invitons cordialement tous les camarades à nous aider pour cette correspondance. Pour tous renseignements, s'adresser à la permanence du Groupe. Nous tenons aussi à la disposition des camarades des listes de souscription que l'on peut se procurer à la permanence.

Les camarades de Suisse romande désirant soit des listes de souscription, soit divers renseignements peuvent écrire à l'adresse ci-dessus.

Que chacun fasse tout son effort pour venir en aide à nos camarades d'Espagne. Cela leur sera un grand réconfort de sentir la solidarité de tous pour les aider dans la lutte contre le fascisme.

Groupe du Réveil anarchiste.

LA NON-INTERVENTION

Voici, d'après les comptes rendus comment M. Delbos l'a expliquée dans son discours à la S. d. N.:

Si la France a préconisé la non-intervention, ce n'est pas dans un esprit d'indifférence. C'est qu'elle a mesuré les dangers d'interventions rivales dans les fournitures d'armes, les conséquences fatales des incidents qui n'auraient pas manqué de surgir. Cette initiative a d'ailleurs été approuvée par tous les pays quel que soit leur régime.

Donc pas d'interventions rivales dans la fourniture des armes, mais intervention unilatérale, qui est ainsi dûment reconnue et, d'ailleurs, archiprouvée. La raison de ne pas fournir d'armes les républicains réside dans le fait même que les autres en sont continuellement pourvus. On n'est pas plus bête ou plus malhonnête.

Quant à dire que l'initiative de non intervention a été approuvée par tous les pays, c'est faux. Le Portugal ne l'a pas approuvée, pas plus que l'Italie et l'Allemagne, puisque non seulement réserves il y a, mais chaque jour ces pays font de nouvelles livraisons.

Qu'il n'y ait pas indifférence, nous sommes d'accord avec M. Delbos; sa décision est celle de la préférence imposée par les fascistes français et du monde entier.

La grandeur du crime est la seule différence qu'il y ait entre un conquérant et un brigand. ***Marat.***

La dévaluation

Ça y est, le bon peuple suisse la connaît à son tour. Un gouvernement émettant des monnaies et des billets à une valeur donnée, devrait être tenu de la respecter et non de la diminuer à son gré. Chaque jour nous avons des poursuites pour émissions de chèques sans provision. C'est le cas identique d'un gouvernement émettant des billets à un taux dont il sait ne pouvoir garantir la couverture.

Qui ne se rappelle la campagne contre le prélèvement sur les fortunes? Or ce prélèvement est opéré dans la proportion du 30%, sans possibilité de dissimulation et sans exception ou limitation aucune. Et le bon populo qui s'était insurgé lorsqu'il s'agissait de constituer un fonds pour la vieillesse, les 800 mille et quelques électeurs (si nous avons bonne mémoire) s'étant prononcés contre le dit prélèvement, grogneront peut-être quelque peu, mais pour accepter le fait accompli.

Plus d'impôts, plus de charges, plus d'exactions! — entendions-nous crier de toutes parts. Economies! Economies! ajoutait-on. Eh bien! bons contribuables, le gouvernement économise sur ce qu'il avait à vous rembourser ou garantir.

Rappelons aussi les protestations véhémentes contre la suspension du remboursement des emprunts par le gouvernement genevois. Mais les voilà tous remboursés par la dévaluation dans la mesure du 30%!

Les défenseurs farouches de la propriété privée, de la richesse acquise, les voient quelque peu bousculées par leurs propres représentants. Les fameux engagements financiers qu'il fallait considérer comme sacrés sont tout bonnement et systématiquement violés après les promesses les plus solennelles.

Bien entendu, les ouvriers vont subir ainsi une nouvelle baisse de salaires, car pour tout ce qui a trait à l'importation leur puissance d'achat se trouve diminuée et probablement aussi pour le reste.

Depuis des années, le Conseil fédéral était invité à présenter un grand plan de relèvement économique et il n'arrivait jamais à le mettre sur pied. Le voilà réalisé d'un seul coup et sans grandes consultations, commissions, délibérations, etc. Ce qui n'empêchera pas la misère d'être un peu plus grande après qu'avant.

Les journaux conservateurs de chez nous qui réclament un gouvernement d'union nationale pour la dévaluation en France, histoire de faire place à un gouvernement type Poincaré, Doumergue ou Laval, ne réclament rien de semblable pour la Suisse, où le Parti socialiste, le plus fort des partis, n'a aucun représentant dans le gouvernement fédéral. Un bourgeois résume en lui toutes les classes; un socialiste, par contre, n'en exprime aucune, pas même la sienne.

Entendons-nous bien, nous ne réclamons aucune « participation socialiste », au contraire, mais il y a toujours intérêt à souligner les contradictions bourgeoises, découlant d'une mentalité qui ne devrait précisément laisser plus d'illusion à personne.

Mais, pour conclure, s'il est ainsi loisible à la bourgeoisie de faire œuvre d'expropriation en somme, invoquant nous ne savons quel intérêt ou quelle nécessité, pourquoi la masse des travailleurs ne pourrait-elle à son tour en faire autant? Du moment qu'il est admis que le capital puisse être amputé du 30%, c'est qu'il n'est plus quelque chose d'intangible. Et cela vaut aussi pour tous les biens meubles et immeubles. Nous voyons violées toutes les stipulations fiduciaires, aussi bien dans l'ordre politique que dans l'ordre économique. C'est donc le règne de l'insécurité générale. Comment ne pas se dire que cela doit changer et que le soi-disant ordre devient de plus en plus le pire des désordres?

Par le travail, bien plus que par la pité, marche la Justice. *P.-J. Proudhon.*

Souvenirs révolutionnaires

La semaine sanglante.

Reverrons-nous des semaines sanglantes? C'est sans doute ce que rêvent toute la meute abjecte des aboyeurs de la presse immonde, tous les imposteurs de l'Eglise, les agioteurs, les accapareurs, les pilleurs du capitalisme, toutes les cohortes aveugles et infâmes réunies sous la bannière de l'Ordre qui veut la misère, le chômage, la famine, la limitation et la destruction plutôt que l'abondance et la répartition des produits.

Le rêve effrayant ne se réalisera pas et nos camarades puiseront dans le souvenir même de ce que fut l'épilogue de la Commune de Paris de 1871 une force, une audace, une énergie, une volonté qui finiront par briser toutes les attaques du fascisme international. Il faudra surtout qu'ils fassent preuve de clairvoyance et de décision, frappant délibérément comme ils sont frappés. Ne pas oublier que la partie se décidera en somme d'après le nombre de cadavres faits de part et d'autre. C'est terrible à dire, mais à user d'une clémence que personne ne reconnaîtra et dont personne ne leur saura gré, nos camarades se perdraient. Sans doute dans les rangs fascistes il y a des hommes forcés d'y être et à épargner le cas échéant, mais pour le reste il faudra strictement prendre exemple sur l'ennemi.

Oeuvres d'art.

André Oltramare, que nous remercions vivement pour toute son action en faveur de nos camarades de Catalogne, a paru s'émouvoir — sincèrement et non hypocritement comme dans le camp ennemi — pour le danger qu'ont couru et courent les œuvres d'art. Quand on s'en prend aux êtres vivants, il est naturel que ces derniers aient avant tout le souci de leur existence, le reste devenant secondaire.

C'est ainsi qu'Elie Reclus, qui n'était pas anarchiste comme son frère Elisée, dans son beau livre *La Commune au jour le jour*, écrit à la date de mercredi 24 mai 1871, troisième jour de la semaine sanglante:

Nous en sommes donc venus là. Nous nous faisons la guerre entre concitoyens à la façon des Dacota et de Delaware se brûlant réciproquement leurs villages. On contemple ce spectacle d'horreur avec une froide désespérance, avec un sang-froid méprisant. Brûle ce qui brûle! Précipités au fond de l'abîme, plongés dans le gouffre des désastres, quand on troue tant de poitrines vivantes, quand on écrase tant de cervelles qui pensent, quand nous étouffons dans une mer de sang, que nous font encore monuments et statues, livres et tableaux, paperasses et tapisseries! Brûle ce qui brûle! Quand une armée de deux cent mille baïonnettes, avec cinq cents canons et obusiers, se ruent sur nos quartiers, quand la horde des bonapartistes, cléricaux, orléanistes et libéraux combinés s'acharnent sur notre infortunée République démocratique et sociale, quand la France se suicide de ses propres mains, que nous font quelques joyaux de moins au collier de Paris qui expire!

Quand on a perdu « les causes de la vie », ainsi que s'exprime Lucrèce, on voit que le bonheur est peu de chose, et qu'il tient à peu de chose. Quand la racine maîtresse est coupée, tronc et branchages tombent volontiers.

Elie Reclus était un ethnographe distingué, qui, comme tel, avait le plus grand amour pour les choses du passé, mais combien son exaspération devient compréhensible! Et celle des Espagnols pour les objets du culte ne l'est pas moins. Après tout, ils ne font que ce que firent les iconoclastes protestants au début de la Réforme.

Férocité militaire.

Voici la description que nous empruntons au même livre et qui a la date du samedi 27 mai:

D'instants en instants, nous entendons dans les gares de Lyon et d'Orléans, dans les chantiers, quelques roulements de feux de peloton; une douzaine, deux douzaines de coups environ: ce sont les prisonniers qu'on fusille, les hommes que l'on a ramassés dans les caves et greniers et que trois pioupious et leur caporal ont cru suspects, des passants dont la physionomie déplaît aux policiers et mouchards qui pullulent dans nos rues, revolver à la ceinture, casse-tête à la poche, brassard tricolore à la manche d'habit, amis de l'Ordre qui ont trouvé le moyen de ne pas servir la Commune en se réfugiant dans leur loge de concierge ou autre réduit. Ils se vengent des gardes nationaux du Désordre qui ont été au feu et ont payé de leur personne, dénoncent les anciens soldats qui ont la maladresse de se laisser rencontrer en pantalon garance ou en casquette militaire, par conséquent coupables de trahison ou tout au moins de désertion en face de l'ennemi: Fusillés, fusillés!

De derrière nos rideaux, nous en voyons passer de ces malheureux désarmés, bourgeois ou ouvriers, en civil ou avec quelque pièce d'uniforme, ils marchent droit, d'un pas ferme et fier, mais la figure pâle. Dans une heure, ils seront morts.

La Bastille prise, les quartiers populaires du Temple, de Saint-Antoine, de Belleville et du Père-Lachaise restent à forcer.

Sous le ciel lourd de pluie, les bouffées de vent apportent les hurlements de la mitrailleuse, les boulets piochent dans la barricade avec un bruit de grêle. Là-bas, les combattants sont tués dans l'ardeur et l'excitation de la lutte, ils ne sont pas assassinés comme ici.

Les gens du quartier commencent à sortir: ils vont prendre connaissance de ce qui se passe au dehors. Ils reviennent avec des récits épouvantables. La berge du fleuve est parsemée de cadavres, les rues aussi. Dans certaines cours, des corps morts sont amoncelés. On emporte les carcasses par charretées pour les enfouir dans des fosses profondes qu'on recouvre de chaux vive; ailleurs on les asperge de pétrole, puis on les brûle; on a vu un convoi de dix à douze omnibus remplis de **débris humains.**

Un ami qui nous apporte des renseignements nous montre les semelles de ses bottines imprégnées de sang...

Des deux côtés de la Seine, un filet rouge coule le long des berges...

En plusieurs endroits, il y a des tas d'armes brisées, de fourniments, de képis, de vareuses, d'effets déchirés, de papiers et de registres brûlés ou fumant encore.

Un tel spectacle qui, hélas! a déjà dû se reproduire dans les localités conquises par les fascistes en Espagne, il faut souhaiter ardemment le voir prendre fin. Et ce serait déjà le cas, si les Etats démocratiques n'avaient pas prononcé le boycott du gouvernement espagnol, prolongeant ainsi de propos délibéré une lutte des plus sanglantes. Mais le propre actuellement des démocraties n'est précisément que d'ouvrir la voie au fascisme.

MORT HÉROIQUE

Un Italien, Roméo Pontoni, républicain de gauche, de garde à une mitrailleuse, fut surpris par l'éclat d'une bombe qui lui emporta les deux jambes. Le camarade Moretti courut à son secours et, enlevant sa propre chemise, il lui banda sommairement les cuisses. Pontoni, transporté au poste sanitaire, aux camarades qui le questionnaient, répondit: « Rien, rien! Vive la liberté! » Il demanda une feuille de papier et un crayon, et il traça d'une main ferme ces mots à sa femme et à ses enfants: « Adieu Lisette, Vindi et Vanda. Roméo. » Il mourut quelques heures après à l'hôpital, où ses camarades ne purent l'accompagner, obligés de rester à leur poste de combat.

Dès que l'idée du divin pénètre quelque part, la justice en sort. *P.-J. Proudhon.*

La Papauté et la Guerre

Le *Courrier de Genève*, il y a quelque temps, mettait au défi, paraît-il, la presse socialiste de fournir la preuve que le Pape s'était prononcé pour la guerre. Sans doute les allocutions papales sont toujours quelque peu amphigouriques, mais Pie XI ayant proclamé le droit à l'expansion affirmait du même coup le droit à l'agression, le gouvernement fasciste ayant refusé obstinément l'arbitrage proposé par le Négus.

Un historien italien, Salvemini, actuellement professeur dans une université américaine, publie une étude sur le Vatican et la guerre éthiopienne, dans laquelle il établit, à la suite du dépouillement d'un petit nombre de quotidiens italiens, cette liste d'archevêques et évêques italiens, ayant prôné la guerre à l'Ethiopie:

Cardinaux-archevêques: Bologne, Florence, Gênes, Milan, Naples, Palerme, Turin.

Archevêques: Ancône, Brindisi, Cagliari, Catane, Catanzaro, Chieti, Cosenza, Fermo, Gorizia, Matera, Messine, Monreale, Pise, Pompéi, Reggio Calabre, Sassari, Sorrente, Tarente, Trente, Udine, Zara. Il faut y ajouter le vicaire capitulaire du patriarcat de Venise, alors vacant.

Evêques: Alexandrie, Ariano, Ascoli Picenum, Ascoli Satriano, Avellino, Brescia, Caltagirone, Caserte, Cava dei Tirreni, Cerignola, Chiari, Chiavari, Civita Castellana, Crémone, Fiume, Imola, La Spezia, Lecce, Livourne, Massa-Carrare, Montalto, Nocera-Ombrie, Nola, Noto, Ogliastra, Osimo, Padoue, Plaisance, Pistoia, Pola, Reggio Emilie, Saint-Miniat, Sora, Teano, Teggiano, Térame, Tivoli, Todi, Tortona, Trapani, Trieste, Ventimille, Vicence, Vigevano.

A tous ces prélats italiens, on doit ajouter ceux dont le diocèse est supposé exister dans des pays infidèles ou schismatiques *(in partibus infidelium)*, soit les archevêques titulaires de Constantinople, Verissa, Constance en Scythie, Petra et les évêques titulaires de Crosta et Ipso.

Nous avons ainsi 80 dignitaires de l'Eglise, et la liste est sans doute incomplète, s'étant prononcés pour la guerre.

Nous ne citerons pas ici les nombreuses réunions cléricales où il a été, toujours favorablement, question de la guerre. Citons toutefois l'une d'entr'elles, le Congrès eucharistique national, tenu à Térame le 5 septembre 1935, à la présence de 57 évêques et 19 archevêques, sans oublier le cardinal-légat représentant le pape *(Osservatore Romano*, 22 août). Dans sa première séance, ce Congrès vota, au milieu de grands applaudissements, un télégramme à Mussolini, disant que l'Italie catholique priait Jésus « pour la nouvelle grandeur de la Patrie bien-aimée, rendue toujours plus compacte et forte par notre gouvernement ». Espérons que ces messieurs du *Courrier de Genève* n'en demandent pas davantage. Nous pourrons éventuellement les satisfaire.

Où allons-nous ?

C'est la question qe nous nous sommes posée en lisant l'étrange autorisation que la Fédération suisse des samaritains ouvriers a cru devoir demander au Conseil fédéral. En voici la partie essentielle:

Nous vous demandons l'autorisation suivante:

Nous permettre d'organiser une colonne sanitaire, qui comportera des médecins (trois à quatre) et huit samaritains ou samaritaines. Nous équiperons cette colonne avec un matériel complet chirurgical et de pansements, acheté à nos maisons suisses de ces articles, ce qui d'autre part, utilisera ici même l'effort des collectes de l'aide sanitaire au peuple espagnol.

Enfin, considérant la gravité de la situation internationale, nous ne pensons accepter comme participants à cette colonne que les samaritains n'ayant aucune obligation militaire quelconque. Cette colonne est pour ainsi dire prête et n'attend que votre bienveillante autorisation.

Ainsi même des citoyens n'ayant aucune obligation militaire se croient obligés de demander une autorisation pour se rendre à l'étranger faire œuvre de simple solidarité en faveur d'une population victime de la soldatesque la plus infâme! Et ces citoyens appartiennent à un groupe d'avant-garde!

Un semblable manque, nous ne dirons pas du sentiment de la liberté, mais de la dignité humaine, est-il possible? Nous aimerions connaître la loi qui interdit tout à coup à un Suisse de se rendre à l'étranger faire l'infirmier ou le médecin. Et si elle n'existe pas, à quoi rime l'autorisation demandée? Et dire que de braves gens pensent que le fascisme ne serait tout de même pas possible en Suisse!

Les camarades doivent fréquenter les réunions de leurs Groupes.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

Presse syndicale

Les organes syndicaux sont parfois bien pénibles à lire. C'est ainsi que dans l'un des derniers numéros du *Gutenberg*, dans un article signé *c. s.*, la neutralité est prêchée à propos des événements d'Espagne. A noter que nous sommes en Suisse romande où la presse bourgeoise unanime a pris fait et cause pour l'Eglise, l'armée et les féodaux contre le peuple travailleur et notamment contre les organisations syndicales. Et nous devrions rester neutres, ne pas nous diviser nettement de notre aimable bourgeoisie en train d'opérer son ralliement autour du fascisme clérical.

Lisez ces sages conseils :

Il faut éviter de rapporter à la Suisse des faits et des conditions qui ne s'expliquent que par le développement historique, économique et social de l'Espagne. Il est certain que dans les luttes sanglantes qui mettent aux prises les citoyens espagnols, il est des problèmes qui concernent également les autres Etats. La Suisse ne fait pas exception. Mais ces problèmes se posent différemment et c'est pourquoi il faut également chercher à leur donner une solution sous une autre forme; les dissensions à leur sujet doivent conserver un caractère suisse. *C'est cela dont il faut se souvenir.*

Si nous voulons tirer un enseignement pour tous, *des événements tragiques d'Espagne, qu'il soit le suivant : Veiller par tous les moyens qu'un sort semblable soit épargnt à la Suisse. Quelle que soit la part que nous prenions moralement à cette lutte pour la liberté des travailleurs espagnols, restons* Suisses *avant tout, et citoyens de* notre pays.

Ce nationalisme est particulièrement ridicule au moment où nos bourgeois n'hésitent pas à appuyer ouvertement fascisme et nazisme préconisant le démembrement de la Suisse. Et comment « veiller par tous les moyens » à ce que le sort de l'Espagne ne nous soit pas réservé, si ce n'est précisément en nous dressant contre les menées fascistes en Suisse, jouissant de la tolérance pour ne pas dire complicité des autorités?

c. s. n'écrit-il pas dans ce canton de Vaud ayant défendu que « nous prenions moralement part à la lutte pour la liberté des travailleurs espagnols », et alors à quoi peut bien rimer son petit sermon ?

Il est d'ailleurs quelque peu révoltant dans un organe ouvrier de vouloir mettre dans le même sac socialistes et catholiques. Tout d'abord il ne s'agit pas de journaux catholiques seulement, mais de la presse bourgeoise unanime ou presque; ensuite comparer le fait de préconiser un Front populaire à celui de demander la suppression des droits constitutionnels témoigne d'une mentalité effarante.

N'en déplaise à *c. s.*, nous sommes à une époque où il faut choisir. Si la classe ouvrière suivait son conseil de neutralité vis-à-vis des travailleurs espagnols, ce serait trahir d'abord et se suicider ensuite.

—o—

Dans le même numéro, un très spirituel *Septic* attaque ceux qui après avoir préconisé l'objection de conscience, aujourd'hui s'engagent volontaires dans les milices espagnoles. Nous en connaissons plusieurs qui, ayant fait la grande guerre, répétaient: « Ils ne me reprendront plus! » et à présent nous écrivent du front d'Aragon. Est-ce si difficile de comprendre qu'autre chose est de se battre pour un impérialisme, et autre chose lutter pour empêcher le triomphe de ce nazisme dont le même *Gutenberg* nous donne un aperçu effrayant ?

Quant à souscrire à l'argument que si, non pas le gouvernement français, mais les fabriques françaises d'armes avaient continué leurs livraisons comme auparavant au gouvernement espagnol, contre lequel il n'y avait aucune raison de prendre une sanction quelconque, c'était la guerre, c'est admettre cette énormité que la France doit s'interdire de se conformer au droit international, alors qu'il faut reconnaître comme licite à l'Italie et à l'Allemagne de faire acte d'hostilité contre le gouvernement espagnol, éthiopien ou autre, car il est évidemment à prévoir que Mussolini et Hitler ne s'arrêteront pas en si bonne voie.

Que *Septic* laisse en paix tous les papes du monde, se contentant d'être d'accord, tout comme M. Motta, avec celui de la Cité du Vatican. Et à propos le dit *Septic* approuve-t-il ou condamne-t-il les mesures liberticides prises par le Conseil fédéral et le gouvernement vaudois? Ne pense-t-il pas à leur dédier un « papier » antiseptique?

L. B.

Paul Nizan, *Les matérialistes de l'antiquité*. 12 fr. français, aux Editions sociales internationales.

Assez bonne étude de 60 pages sur Démocrite, Lucrèce et Epicure, suivie d'une centaine de pages d'extraits puisés dans les œuvres de ces auteurs, d'il y a environ 2000 ans, venus à notre connaissance. On y peut mesurer l'extrême lenteur du progrès social.

A. M.

L'emprunt de la trahison

Rappelons les faits. La Société des Nations s'étant montrée impuissante à empêcher la destruction d'un Etat auquel elle devait aide et protection, une formidable course aux armements s'ensuivit. Il faut aussi dire que depuis l'avènement du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne la situation n'avait fait que s'aggraver, ces Etats ayant proclamé, avec l'appui du Pape, leur droit à l'expansion, qui ne saurait s'entendre sans guerre. Ethiopie et Espagne nous le prouvent.

La Suisse se trouve particulièrement visée par les impérialismes italien et allemand. C'est ainsi que le gouvernement fédéral a dû reconnaître que si l'irrédentisme dirigé contre la Suisse était autrefois négligeable, il ne l'est plus du tout aujourd'hui, d'où nécessité de renforcer la défense nationale.

La conclusion devrait logiquement être qu'il n'y a jamais eu de plus grave danger pour la Suisse que le fascisme et le nazisme à combattre surtout par nos « nationaux ». C'est exactement le contraire qui se passe. Agents fascistes et nazistes sont les bienvenus chez les partis nationaux, qui organisent même d'entente avec eux des manifestations, ainsi que cela s'est vu à Genève, contre la S. d. N., laquelle, d'autre part, devrait être la meilleure garante de la neutralité suisse!

Ce n'est pas tout. Le gouvernement suisse participant donc à son tour à la course aux armements réclame 235 millions de crédits extraordinaires pour l'armée. Ils ne suffiront probablement plus étant donné la dévaluation et devront être portés à 300 et plus. L'armée c'est, chacun le sait, l'état-major et les politiciens et industriels de connivence avec lui. Or, ces messieurs s'adressent au pays au nom de la défense nationale, ce qui est d'une rare impudence, pour avoir la bonne gallette, et font ainsi, nous n'hésitons pas à l'écrire, œuvre de trahison.

Etablissons-le d'une façon irréfutable sur des données qu'il est impossible de contester.

Italie et Allemagne sont les ennemis assez nettement désignés, sinon nommés, contre lesquels nous devons surtout armer.

Mais les sympathies de notre état-major sont acquises au fascisme et au nazisme qu'il aurait éventuellement à repousser.

La Société des officiers suisses est presque entièrement fasciste ou frontiste, selon qu'il s'agit de cantons de langue française et italienne ou allemande.

Même remarque, dans une proportion quelque peu inférieure, pour la Société des sous-officiers.

C'est dire que les cadres entiers de l'armée suisse sont acquis politiquement à l'ennemi et haïssent la démocratie qu'ils seraient censés défendre.

A son tour, la presse qui prône l'emprunt ne cesse d'admirer les régimes d'autorité, autrement dit détruisant cette indépendance que le bon peuple suisse est prétendûment appelé à sauver.

Rappelons encore que civils et officiers, convaincus d'être des agents de l'Italie ou de l'Allemagne, n'ont encouru aucune peine.

Réclamer des centaines de millions pour une défense confiée à ceux-là mêmes qui se sont déjà livrés politiquement à l'ennemi, dont ils veulent voir s'étendre les institutions, l'influence et l'emprise, c'est s'exposer volontairement à être trahis comme le sont les Espagnols par leurs généraux, généraux qui ont toute l'admiration ouverte des militaristes suisses.

L'emprunt de défense nationale est ainsi en réalité l'emprunt de la trahison nationale. Pour l'établir, nous nous sommes placés sur un terrain qui n'est pas le nôtre, nous avons fait abstraction du point de vue et des principes d'après lesquels nous avons l'habitude de formuler nos jugements.

Il importait de bien établir que nos nationaux trahissent les principes qu'ils prétendent être les leurs, et que les luttes entre patries, nations et impérialismes ont fait place à une lutte entre partisans de l'ancien régime d'oppression et de misère et combattants combien faibles et mal armés d'une société nouvelle en voie de formation.

L. BERTONI.

La Grande Relève des hommes par la science, organe de Droit au Travail. Bi-mensuel. Abonnement de un an, pour la France 15 fr.; pour l'étranger 25 francs français. 14, rue Favart, Paris.

Droit au Travail, *Dynamo*, *Jeunes*, *Droit à la vie*, *Nouvel Age*, sont des groupements qui gravitent autour de cette idée: l'ère de l'abondance est arrivée. Il suffit de la vouloir. Les machines peuvent produire en abondance. Distribuons ce que les machines produisent.

La Grande Relève est remplie d'articles intéressants, de statistiques, de vues d'avenir.

Comédie à siffler

Plus la guerre se prolonge en Espagne et plus elle devient angoissante, en dehors même de toute prévision pessimiste sur son issue. Chaque jour des centaines de cadavres viennent s'ajouter aux dizaines de mille qu'elle a déjà coûté, et tout cela par la volonté d'une poignée d'individus, soutenus il est vrai par tout ce que l'humanité compte d'abject et d'infâme ou d'inconscient.

A la pensée que tant d'efforts, de vies, de moyens, de richesses qui auraient pu servir à l'affranchissement matériel et moral de tout un peuple généreux sont gaspillés dans une lutte atroce, le cœur se serre, la raison se soulève contre un crime qu'elle ne peut admettre, ni même expliquer. Mais ce qui révolte surtout c'est l'indifférence des foules, qui dans leur très grande majorité ne suivent les événements qu'en spectateurs et en curieux, sans en saisir la portée. Et même parmi ceux qui s'y intéressent, hélas! plus d'un ne songe qu'à une misérable spéculation politique.

Toutefois la tragédie est trop grande pour s'arrêter à quelques petits côtés, en présence de ce qu'elle garde de beautés et de vertus sublimes. Nous pensons surtout ici à ces proscrits de tous les pays, à ces persécutés de tous les gouvernements, à ces hommes sans pain, ni travail, ni demeure, accourus là-bas afin d'assurer à une humanité, qui les avait rejetés, un avenir meilleur. Notre admiration n'est pas moins vive pour les rares hommes de la bourgeoisie qui, délaissant leur vie aisée et studieuse, luttent afin que les biens dont ils ont hérité deviennent les biens de tous. Honneur à ces combattants !

Mais c'est précisément en songeant que les meilleurs, les plus probes, les plus dévoués sont sacrifiés jour après jour dans une guerre que les démocraties ont voulu d'usure que nous nous sentons révoltés. Certains pacifistes font une suprême vertu d'assister indifférents à toutes les violences et iniquités, à tous les crimes et écrasements. Que penser de ce Rassemblement universel pour la paix qui veut ignorer l'existence de la guerre chez un grand peuple européen? qui ne dit, ne propose, ne réclame, ne tente rien afin qu'un hideux massacre prenne fin ? Qu'attendre de pareils lâches et fourbes prétendant que le mal se combat en lui laissant libre cours ?

Ce qui aurait pu être un grand événement, la fédération de toutes les bonnes volontés du monde, l'affirmation d'un courant irrésistible d'opinion, la consécration d'une solidarité universelle, n'apparaît plus que comme une piètre comédie trop souvent jouée et qu'il est grand temps de siffler.

Maintenant est arrivée à Genève une délégation de ces pacifistes, dont tout le pacifisme consiste à ignorer et à faire le silence sur les guerres, qu'elles se déroulent en Afrique, en Europe ou en toute autre partie du monde. Ce sont des imposteurs venant en rencontrer d'autres. A qui fera-t-on croire qu'une cinquantaine d'Etats n'étaient pas à même d'arrêter la guerre d'Ethiopie s'ils l'avaient voulu? Et à plus forte raison quoi de plus facile que de faire comprendre à de sanguinaires aventuriers que le monde civilisé ne tolérerait pas leur entreprise? Au lieu de cela tous ces messieurs qui siègent à Genève se sont trouvés d'accord, même avec ceux qui n'y siègent pas, pour que le massacre se poursuive au nom — tenez-vous bien — de la paix ! Si tous ces messieurs venaient à exciper de leur impuissance, pourquoi prolonger alors une besogne qu'ils reconnaissent vaine ? Si derrière tant de discours il n'y a et il ne peut y avoir que le néant, pourquoi ne pas l'avouer et en finir avec un spectacle écœurant ?

Comment expliquer d'ailleurs que les Etats fascistes puissent tout ce dont les autres Etats se déclarent incapables, sinon par la complicité de ces derniers avec les premiers dans un but d'asservissement universel ?

La Société des Nations est morte et bien morte, si elle a jamais été vivante. Les discours qu'on y prononce ont bien, d'ailleurs, quelque chose de funéraire, puisque tous se plaignent qu'elle ne paraît pas encore exister ! Ce n'est d'ailleurs pas nous qui en regretterions la disparition, car rien de plus dangereux pour la paix que de continuer à feindre de croire à un mensonge.

Les camarades qui disposeraient d'exemplaires, même défraîchis, du No 1 de l'*Espagne antifasciste*, voudront bien les faire parvenir, soit au *Réveil*, soit au Club l'Aurore. Ce numéro manque à nos collections.

TRAVAILLEURS,

ABONNEZ-VOUS AU

Réveil anarchiste

Saisies de valeurs et documents

Une correspondance de Madrid à Solidaridad Obrera, *en date du 14 septembre, relate les faits suivants:*

— Au domicile du ci-devant marquis de la Garde, on a découvert un véritable arsenal d'armes et munitions, entre autres un fusil-mitrailleur et différentes parties de grenades.

— Dans une perquisition pratiquée à la calle Philippe IV, au domicile d'Enrique Roncal on a trouvé des bijoux de grande valeur, parmi lesquels un collier taxé deux cent mille pesetas, un bracelet 75 mille, et autres pièces et valeurs pour un total de 2 millions de pesetas.

— Une perquisition au domicile de Joaquin Gimeno a fait découvrir un million 708 mille pesetas, avec des photographies de Primo de Rivera et de l'ancien roi.

— Dans une perquisition au domicile d'Agustina Saiz de Carlos, absente de Madrid, on retrouva des carnets de la Jeunesse Phalangiste, aux noms de ses fils Fernando et Carlos, des insignes de la Croix-Rouge, des drapeaux monarchistes, des actions pour une valeur de deux millions 112 mille pesetas, trente millions de pesetas et une grande quantité de joyaux et bijoux. On a trouvé aussi beaucoup de drapeaux phalangistes.

— Le capitaine de la Sûreté, Angel Ramirez, qui commande la 5me compagnie, dans son travail contre l'arrière-garde des ennemis, a rendu des services d'une réelle importance.

Avec les forces à ses ordres, il a pratiqué une perquisition au domicile de José Ribera Urquijo, ci-devant marquis de San Nicolas de Mieres, disparu de Madrid au commencement du mouvement factieux. Au dit domicile, Plazo de Colon, 2, on a trouvé des drapeaux monarchistes et des portraits de la famille d'Alphonse de Bourbon. On procéda à la saisie d'objets de grande valeur, de cinq millions de pesetas en actions, de 125 mille pesetas en espèces. En deux coffres au Banco de Espana, José Ribera avait en outre pour 90 millions de pesetas en valeurs, actions et espèces. Tout a été saisi par la Direction générale de Sûreté.

— Le capitaine Ramirez ayant appris qu'un inconnu cherchait à pratiquer une perquisition d'accord avec le propriétaire d'une maison, organisa une surveillance.

Deux gardes, habillés en paysans, entrèrent en pourparlers avec ceux qui projetaient la dite perquisition dans la maison, calle de Philippe IV, 5, et il fut convenu de se répartir le butin entre eux. Lorsque les cinq inconnus et les deux gardes eurent pénétré dans la maison, ils renversèrent une cloison derrière laquelle se trouvaient 350 mille pesetas d'or en barre et en livres sterlings, enfermés dans un coffre-fort. Les cinq inconnus remirent aux deux gardes pour leur collaboration deux mille pesetas, mais lorsqu'ils se trouvèrent dans la rue, ils furent arrêtés par les gardes d'assaut qui les conduisirent à la Direction Générale de la Sûreté. En plus des barres d'or et des livres, ils avaient sur eux 36 mille pesetas en billets de banque.

— Une autre perquisition, pratiquée dans la calle Prince de Vergara, au domicile d'Eladio Ochando, affilié à la Phalange Espagnole, amena la découverte d'actions pour un total de 2 millions de pesetas et de bijoux.

Ces découvertes continuent jour après jour et révèlent l'existence des plus grandes richesses, au milieu de la misère la plus noire. Et d'aucuns en sont à se demander pourquoi le pronunciamiento *a provoqué une véritable révolution sociale!*

Bibliographie

M. Yvon. *Ce qu'est devenue la Révolution Russe.* Edition de la *Révolution prolétarienne.* 2 francs français.

On ne peut pas rendre compte de ces 86 pages serrées. Il faut les lire. C'est effarant.

Le régime décrit par Yvon est étouffant. Un esprit libre, un esprit qui sait ou qui devine ce qu'est la liberté et qui aspire à être libre, n'y saurait vivre.

Comment croire les écrivains d'*Europe*, de *Commune*, de *Vendredi*, etc... comment croire Gorki ? Qu'on fasse le point.

Un des camarades qui ont fait le voyage de Russie, disait à Paris, dans une conférence publique, que les mineurs russes qui ne pouvaient plus travailler, jouissaient d'une retraite égale au salaire qu'ils auraient gagné s'ils avaient travaillé. On ne trouve rien de cela dans Yvon. Beaucoup posent la question: Qui croire?

Ah! les espoirs de 1917, de 1920, quand les cœurs battaient au seul nom de « Soviet » et qu'on s'attendait à voir se renouveler là-bas ce que la Commune de Paris avait instauré en 1871 !

Notes en marge

L'emprunt de guerre.

La Suisse a son emprunt de guerre, appelons-le par son véritable nom, bien qu'il ait été baptisé « emprunt de défense nationale ».

La somme demandée, sur 235 milions déjà votés, est d'abord de 80 millions, mais le prospectus déclare que « toutes les souscriptions seront acceptées, même si ce montant est dépassé ». Nous n'avons pas de peine à le croire.

Toutefois cet emprunt est bien la pire tromperie qu'il soit possible d'imaginer. Nous disons cela, faisant abstraction de toutes les idées qui nous sont propres et en nous plaçant au point de vue qui devrait être celui de nos soi-disant patriotes. Car ces derniers mentent lorsqu'ils parlent d'une « Patrie qui veut rester libre, indépendante, respectée ».

Tous les chefs de l'armée helvétique ont fait plus ou moins ouvertement profession de fascisme ou de frontisme. Or, nul n'osera pourtant le contester, la Suisse est précisément menacée par le fascisme italien et le frontisme allemand, vis-à-vis desquels nos autorités se montrent indulgentes, sympathiques, condescendantes! Ce n'est certes pas la Russie bolcheviste qui menace les frontières suisses, ni la France qui se montre particulièrement agressive contre nous. Cette dernière n'a jamais fait de la propagande irrédentiste, ni avancé aucune prétention sur des territoires suisses, comme l'Italie et l'Allemagne. Sans Mussolini et Hitler, la Suisse jouirait presque d'une entière sécurité entre ses frontières. Le Conseil fédéral l'a implicitement reconnu en affirmant que l'irrédentisme n'est devenu dangereux pour la Suisse que ces dernières années; autrefois il était parfaitement négligeable.

Donc des millions vont être gaspillés par centaines, pour servir à des galonnés qui veulent ouvrir et non couvrir la frontière. Ils sont acquis à l'Universalité de Rome ou au *Deutschland über alles*. Duperie et infamie de gens pour qui le triomphe du fascisme a autrement de prix que l'indépendance de la Suisse.

France et S. d. N.

Les braves gens du Front populaire français n'ont vraiment pas de quoi être fiers de leurs représentants à la S. d. N. Atteints d'une véritable cécité, ils se livrent aux plus ignobles manœuvres pour plaire à l'Italie fasciste, pensant la mettre dans leur jeu et ne réussissant qu'à être joués. Le maintien, affirmé une fois de plus, de la non ingérence dans les affaires d'Espagne, alors que personne n'ose même plus contester la large participation en hommes et en armes de l'Italie, de l'Allemagne et du Portugal est la négation même de cette sécurité collective dont la diplomatie française nous a tant rabâché les oreilles. Les Etats membres de la S. d. N., victimes d'une agression, savent aujourd'hui que non seulement celle-ci ne les appuiera pas, mais prononcera contre eux un véritable boycott. Il y a eu progrès depuis l'affaire d'Ethiopie. Alors l'agresseur a été au moins apparemment condamné, aujour'hui il se trouve exclusivement et délibérément armé et loué dans le monde entier. Et cela par la décision immuable du gouvernement de Front populaire français.

Heureusement que M. Blum, étant retenu à Paris, un discours lpeurnichard et ridicule de plus nous a été épargné.

Infamies fascistes.

Le Temps est le grand journal de la bourgeoisie française et, cela va sans dire, a pris fait et cause pour les fascistes espagnols et leurs alliés allemands, italiens, marocains et portugais. Toutefois son correspondant M. Robert-Raynaud veut bien nous renseigner sur l'action fasciste et le but qu'elle poursuit.

Ecoutons-le:

Dans certains villages il ne reste plus âme qui vive. Il se trouve des esprits simples qui ne sont ni bleus ni rouges. Le vainqueur survenant les invite à se mettre au bras un brassard, à prendre une arme et à constituer ds pelotons d'exécution pour assainir le pays. Ils ont une heure pour réfléchir — ou bourreau ou fusillé. Ainsi se forgent les convictions.

Cette boutade témoigne d'autant de turpitude que d'inconscience. Et dire que ce sont là les porte-parole de l'élite chrétienne et bourgeoise!

Voici maintenant le programme de Franco relaté par le même correspondant:

Dans les projets des militaires qui escomptent la victoire on entend, après l'exécution de tous les chefs, officiers ou politiques compromis, recourir à la manière allemande (qui sert de guide) et grouper, dans de vastes camps de concentration, tous ceux qui notoirement et volontairement ont pris les armes.

Se rappelle-t-on, au cours de la guerre mondiale, les malédictions contre le *boche* cruel? Aujourd'hui la manière allemande reçoit toute l'approbation de ceux qui prétendaient vouloir la supprimer dans le monde.

A remarquer que non seulement les chefs, mais tous les combattants seraient exécutés, comme cela a été le cas jusqu'à présent, lors d'une victoire fasciste. Et cela pose à tout individu dont on fait par avance un condamné à mort le problème troublant à savoir si vraiment la victoire est liée au plus grand nombre d'assassinats.

C'est horrible, mais à qui la faute, sinon à ceux qui ont créé une si effrayante situation? La responsabilité en retombe aussi sur les diplomaties du monde entier qui d'un commun accord ont appuyé, directement ou indirectement, peu importe, la sanglante entreprise fasciste.

La simple vérité.

Dans plusieurs articles, nous avons mis en garde nos camarades français contre la croyance que nous pouvions envers et contre tous aider nos camarades espagnols. Il suffit de le tenter pour voir les immenses difficultés qui s'y opposent. *La voix libertaire* expose en ces lignes notre même avis:

Que certains de nos camarades pensent ce qui leur plaira, l'aide du prolétariat français au prolétariat espagnol ne peut être efficace qu'à la condition que le gouvernement de notre pays n'y mette pas d'entraves. Je ne me suis jamais fait d'illusion sur l'efficience de l'Etat en matière d'antifascisme.

Demander à un gouvernement, même de Front populaire, de faire de l'antifascisme, c'est trop; mais nous avons à exiger qu'il ne fasse pas du fascisme, comme le font, aussi bien à Paris qu'à Genève, MM. Paul-Boncour, Delbos et Blum.

650 millions.

Nous lisons dans le quotidien socialiste, à la suite de la dévaluation de 30% du franc suisse :

La Banque Nationale Suisse réalise sur ses réserves d'or un bénéfice de 650 millions de francs. Le Parti socialiste suisse exige que ce montant soit utilisé à la création d'occasions de travail et au développement de l'exportation. Le Conseil fédéral, par contre aurait décidé que ce bénéfice serait extrait du bilan de la Banque Nationale et porté à un compte spécial, destiné à balancer les fluctuations entre la limite supérieure et la limite inférieure de la dévaluation.

Les exigences du Parti socialiste ont toujours compté pour zéro et il n'y a aucune raison pour que ce ne soit pas ainsi cette fois encore.

Mais sur qui le fameux bénéfice de 650 millions a-t-il été réalisé? Car pour qu'il y ait bénéfice d'une part, il faut qu'il y ait perte de l'autre. Sur qui, sinon sur le bon populo qui se trouve d'un coup avoir payé un impôt supplémentaire de 650 millions? Et cela sans possibilité d'exprimer aucun vote, de faire jouer une initiative ou un referendum quelconque. Le pays est mis en présence d'une saignée de 650 millions, et il ne lui reste qu'à s'incliner. Continuons quand même à admirer nos institutions les plus démocratiques du monde.

Trafic d'armes.

Un intense trafic d'armes se pratiquait d'un commun accord entre fascistes suisses et français. Un ancien policier genevois a fini par se faire prendre et a dû casser le morceau. Comme il s'agit de « gens bien » et travaillant pour la réaction, la presse borgeoise ne mène pas grand bruit autour des arrestations et enquêtes faites en France et à Genève. Il est à craindre que l'affaire traîne en longueur jusqu'à « se décolorer ».

Voyez pour le vol de munitions au Stand de Cartigny; on n'en parle presque plus et nous ne nous étonnerions nullement que le procès ne se fasse point. Pense-t-on à faire le procès de Miéville, bien qu'il s'agisse d'un nombre respectable de millions? Néanmoins les croyants dans la justice légale sont nombreux encore et pensent que rien ne serait plus à redouter que sa disparition. Ah! l'effrayante anarchie! Mieux s'en remettre en tout et pour tout à une magistrature pourrie.

Arbitrage obligatoire.

Sans consulter le moins du monde les Chambreas — et nous ne le demandons pas, puisqu'elles ne font qu'approuver après force discours inutiles tout ce qui leur est proposé par le gouvernement fédéral — ce dernier vient de décider entr'autres que le Département de l'économie publique est autorisé « *à arbitrer d'office et sans appel les conflits collectifs qui s'étendraient à plus d'un canton et qui ne seraient pas résolus par un accord des parties* ».

Voilà qui est particulièrement grave, car il est certain que le franc dévalué de 30% a perdu de sa valeur d'achat et qu'ainsi tous les salaires ont subi une baisse. Il est à prévoir que les patrons feront la sourde oreille aux justes réclamations des ouvriers, d'où les conflits que le Conseil fédéral a bien voulu prévoir, se réservant de les arbitrer d'office et sans appel, autrement dit de sacrifier systématiquement les intérêts des salariés au profit patronal, sous prétexte, bien entendu, d'intérêt général.

Plus le travail est accablé par le chômage croissant et plus, en vertu de la fameuse loi de l'offre et de la demande, les exploiteurs peuvent nous mettre le couteau à la gorge, et le Conseil fédéral veillera à ce que nous ne puissions le repousser. A remarquer que tout cela est dû au fait que l'abondance n'a jamais été plus grande dans le monde. Nos maîtres ne sont-ils pas des fous criminels?

Industrie de guerre.

Triste à constater, c'est cette industrie qui seule est prospère en ce moment. Les ouvriers qui y sont employés, même dans les pays fascistes, en prennent occasion pour relever quelque peu la tête et d'aucuns de s'en réjouir beaucoup. A vrai dire, tous ces ouvriers de la mort ne nous paraissent pas voir plus loin que le bout de leur nez. Car un travail qui ne signifie pas création, mais gaspillage ou ce qui est pis encore, massacre et destruction, pose d'autres questions que la question de salaires. Bien entendu, celui qui est chômeur depuis un temps plus ou moins long, pense avant tout à être réintégré dans le nombre des salariés, mais c'est ainsi qu'on va vers les pires catastrophes, les préparant avec un singulier aveuglement. Ce n'est pas autrement que les fascismes pensent, d'ailleurs, sauver le monde de la « barbarie marxiste » !

Pour quelle raison?

Nous trouvons dans *Le Travail* les lignes suivantes:

Fédération des Samaritains ouvriers. — Notre compte de chèques est bloqué par le Conseil fédéral, qui retient ainsi même les cotisations de nos membres collectifs, et jusqu'à 3 francs pour une chemise à confectionner par une camarade!!

N'utilisez donc plus le compte de chèques I.5297!

Que s'est-il donc passé et quelle est la raison d'une telle mesure? Peut-être les journaux bourgeois en ont parlé, mais nous les lisons si rarement que leur explication éventuelle nous a échappé.

D'autre part, le bruit a couru que certains téléphones particuliers seraient... contrôlés, disons ainsi, par la police fédérale.

Les deux choses nous paraissent se rapporter à une seule affaire. Pensez donc, à Genève, il y a des criminels prétendant donner leur appui à ceux qui luttent en Espagne pour la liberté contre le fascisme assassin !

La carence du droit

Sous ce titre, M. Georges Scelle fait entr'autres ces constatations:

Conformément au dogme périmé, mais toujours en action, de la souveraineté, tout peuple a le droit de se donner le gouvernement qu'il veut, fût-ce un gouvernement dont les principes et les moyens sont incompatibles avec les lois du progrès humain et de la dignité humaine, par conséquent avec les conditions du maintien de la paix. On a bien essayé de réagir contre ce principe lorsque l'on a institué la Société des Nations. On a déclaré que ne pourraient en être membres que les Etats se gouvernant librement; mais, s'il avait fallu interpréter strictement le principe, au sens de la liberté intérieure, il n'y aurait plus à Genève qu'une toute petite minorité d'Etats.

On a également déclaré dans la partie XIII du traité, que la justice sociale devait régner à l'intérieur si l'on voulait éviter que les dissensions intestines ne dégénèrent en troubles internationaux, et c'est de là qu'est sorti le droit international du travail, une des rares réussites de la S. d. N. Encore l'adhésion des Etats y est-elle volontaire.

Enfin, on a cherché à garantir les libertés individuelles, civiles, civiques et religieuses, par le droit des minorités. Mais ces garanties ne visent que les minorités de race et de religion, et l'histoire d'Italie, d'Allemagne et d'Espagne nous apprend tragiquement que cette distinction n'est plus un vain mot, que c'est l'homme et le citoyen, sans discrimination, qu'il faudrait protéger, car la minorité d'aujourd'hui peut être l'oppresseur de demain. Le droit des minorités n'a pu d'ailleurs être imposé que par traités, à certains Etats, et non aux plus grands, ceux qui, précisément, le violent le plus outrageusement.

On doit constater que les peuples continuent, non pas, hélas! à se donner, mais à subir, n'importe quel gouvernement, fût-il le plus incompatible avec l'ordre public international.

Et voilà ce qu'est le fameux ordre juridique international, d'après un professeur en la matière. Et avec le fascisme cela s'aggrave de jour en jour, jusqu'à menacer de la pire des catastrophes.

Au pays des héros

Quand, après deux longs jours de voyage, on arrive à la lisière de l'Espagne, et que l'on arrête la voiture au premier poste frontière de « La Junquéra », gardé par des miliciens pour la plupart affiliés à la F.A.I. et à la C.N.T., on est saisi par un sentiment d'enthousiasme et d'admiration pour ce magnifique peuple espagnol qui, en pleine bataille, garde tout son sang-froid, malgré le tragique de la situation.

Sitôt terminées les formalités qu'exige la situation pour se rendre dans l'intérieur, nous reprenons la route, non sans avoir fraternellement serré la main et répondu un « salud » aux vigilants et sympathiques douaniers improvisés.

Dix minutes après, seconde barricade. Il faut présenter nos documents, car c'est l'entrée de Figueras, petite ville où siège un comité de vigilance, composé de camarades de toutes tendances, y compris les militants de la F.A.I. et de la C.N.T., qui y jouent un rôle prépondérant. En entrant dans Figueras, on a immédiatement l'impression de l'ordre, et c'est non sans satisfaction que je constate que l'église, ancienne forteresse fasciste, a souffert quelque peu de la chaleur. Après une heure de visite, où nous avons le loisir de nous entretenir avec des camarades, lesquels nous ont conté tout ce que le peuple a souffert et quels étaient les beaux projets qu'ils ont déjà commencé à réaliser, nous reprenons la route pleins d'enthousiasme, de gaîté et aussi de douleur, à la pensée que la clique cléricalo-fasciste a mis tous les moyens crapuleux et meurtriers en action pour écraser ce peuple aussi beau, aussi généreux.

Après avoir roulé environ trois heures, non sans s'être heurtés à des dizaines de barricades (à chaque village, deux barricades), nous arrivons à Gerona, ville importante par ses monuments historiques et sa caserne, la seule caserne d'artillerie lourde sur cinq qui soit restée entre les mains de nos camarades, après un long et sanglant combat, livré contre les officiers fascistes par les soldats restés fidèles à la République, aidés du peuple. A l'intérieur de cette caserne, où vont et viennent soldats et miliciens, j'ai éprouvé pour la première fois une impression de profonde amertume en voyant réduites à l'inaction douze pièces de 105 longs, parce que la France, l'Angleterre, l'URSS, la Suisse, etc., refusent de livrer les munitions nécessaires, pour la défense des libertés. Tel est l'esprit de solidarité que manifestent les gouvernements démocratiques ou prétendus tels à l'égard de l'Espagne républicaine en danger.

Après deux heures de visite à Gerona, où j'ai eu le plaisir de voir divers Comités, les uns s'occupant des milices, les autres de questions économiques, de culture, etc., et de m'entretenir avec des miliciens, en grosse majorité appartenant à la F.A.I. et à la C.N.T., nous partons en droite ligne sur Barcelone.

La pénétration dans Barcelone n'est pas sans m'emplir d'admiration à la vue des automobiles réquisitionnées portant pour la plupart les marques C.N.T. - F.A.I. - A.I.T. Il en est de même pour les autobus, les tramways et les métros, ces trois entreprises étant exploitées par la C.N.T. Arrivés à la Via Layetana 32-34, mon admiration est à son comble devant le bel immeuble que nos camarades ont exproprié au syndicat patronal et qui sert aujourd'hui au Comité Régional C.N.T.-F.A.I. C'est de ce beau bâtiment que partent toutes les directives pour l'organisation des milices, de la presse, de l'économie, etc., etc.

Dans les bureaux, c'est un va et vient assourdissant; les machines à écrire actionnées par de gentilles petites camarades de la Jeunesse libertaire ne cessent de fonctionner. Dans les bureaux de la section étrangère, il en est de même. A la section française, ce sont nos amis Prudhommeaux et Dupoux, de *Terre libre*, ainsi que plusieurs camarades du *Libertaire*, qui sont chargés de l'organisation des miliciens de langue française et du service de presse.

Après avoir mangé dans un petit restaurant, accompagné de Prudhommeaux, de sa compagne et d'un camarade espagnol attaché à la section française, nous sommes allés nous promener sur la Rambla (Cannebière barcelonaise) où vont et viennent miliciens et miliciennes, ainsi qu'une foule dense, respirant l'air frais du soir avec une tranquillité et une gaîté étonnantes. A peine avons-nous commencé notre promenade, au cours de laquelle mes compagnons me mettent au courant de l'évolution des événements, nous heurtons l'église Santa-Monica, incendiée par la foule, parce qu'à l'intérieur de cet édifice fascistes et cléricaux s'étaient retranchés et l'avaient transformé en une véritable place forte, tirant sur la foule désarmée. Le feu de l'église Santa-Monica a purifié les âmes maudites qui s'y étaient retranchées.

Désirant voir de près la manière dont s'organisent les milices, je me suis rendu le lendemain à la caserne Predalbès, aujourd'hui caserne Michel Bakunin, sur laquelle flotte le drapeau rouge et noir. C'est un beau spectacle que de voir les miliciens de la C.N.T.-F.A.I. s'entraîner dans l'ordre et la discipline librement consentis, en vue de l'ultime combat, qui doit apporter non seulement au vaillant peuple espagnol, mais au monde entier, la victoire dans la paix et la liberté contre la camarilla militaro-cléricale, symbolisant l'obscurantisme, l'oppression, le crime et la guerre.

Le dimanche, après avoir visité les principaux endroits où eurent lieu les rencontres sanglantes, ainsi que la place où fut assassiné Ascaso de plusieurs balles de mitrailleuse, nous sommes, mon compagnon de voyage et moi, accompagnés de deux miliciens, montés à Barbastro (front de Huesca) avec une superbe automobile du Comité de guerre C.N.T.-F.A.I., bien entendu, à seule fin de nous rendre compte sur place de ce qui manque en médicaments et accessoires dans les hôpitaux du front.

Il m'est difficile de dépeindre dans cet article toutes les scènes dont j'ai été témoin au cours de ce voyage. Néanmoins, il en est une que je ne puis m'empêcher de citer. En arrivant avec la voiture à l'hôpital nº 1 de Barbastro, une scène déchirante s'offrit à mes yeux. D'une ambulance arrivant du front, on sort des morts et des blessés. A ce moment, un jeune milicien apprend que son frère avait trouvé la mort au cours d'un héroïque combat. Sa douleur fut si forte que la démence s'empara de lui; il fallut plusieurs miliciens pour le retenir. Pauvre petit gas, qu'est-il devenu? Arrivé au premier étage, seconde scène. Une jeune fille est là, livide, les couleurs ont disparu de son joli visage, plusieurs infirmières et médecins l'entourent, la pauvre petite jeune fille n'a plus de forces, elle est là, affalée sur un bureau... son brave frère n'est plus, les fascistes l'ont assassiné, ce bon petit paysan, parce qu'il combattait pour la liberté.

(A suivre.) A. CORNU.

GENEVE

La Commune libre en armes.

Sous ce titre, un de nos camarades qui s'était rendu à Barcelone il y a quelques semaines, a tenu à communiquer, dans une réunion organisée à la salle du Grutli, ses impressions et les renseignements qu'il avait recueillis sur place sur l'action de nos camarades catalans.

Une centaine de personnes se pressaient dans la salle. L'exposé de notre camarade fut complété par des informations sur la situation en Espagne en réponse aux questions qui lui étaient posées par l'assistance. Une courte discussion suivit cette causerie, la carence du Front populaire français en face de la situation faite à nos camarades espagnols ayant été vivement critiquée par plusieurs camarades.

Un certain nombre de photographies rapportées d'Espagne étaient exposées dans la salle, donnant une idée de la lutte soutenue par nos camarades barcelonais pendant les journées sanglantes de juillet dernier et de leurs efforts en vue de la défense contre la menace fasciste sur les fronts de guerre.

Conférence Oltramare.

Sous les auspices du Foyer socialiste international et de l'Association des Amis de l'Espagne républicaine, le professeur André Oltramare a tenu samedi 19 septembre une conférence avec projections sur ce sujet: « Ce que j'ai vu en Catalogne. »

Bien que ce fût la cinquième grande réunion publique ayant lieu dans l'espace de quelques semaines en défense de l'Espagne antifasciste, et malgré qu'elle ait été annoncée par des affiches fort modestes, un public nombreux occupait toutes les places de la grande Salle communale de Plainpalais. L'assistance était sensiblement différente de celles dont se composent ordinairement les réunions convoquées par les partis de gauche. La personnalité de l'orateur et la curiosité d'entendre ses impressions sur son voyage en Catalogne avaient attiré un public plutôt mélangé qui suivait aussitôt avec intérêt et sympathie l'exposé de l'orateur et ne lui lésina pas son approbation en soulignant son discours par des applaudissements chaleureux et fréquents.

Le conférencier expliqua comment il avait été amené à se rendre en Espagne, où il avait remis pour nos camarades du front quelques envois de médicaments, pour le compte d'amis et d'organisations syndicales. Son récit, fort sobre dans la forme mais rempli de détails pris sur le vif, nous dépeint le cadre dans lequel se développent les efforts de reconstruction des militants syndicalistes et libertaires en Catalogne. Les efforts de ces hommes audacieux et enthousiastes sont généralement ignorés du grand public. La presse bourgeoise, dans son ensemble, fait naturellement son possible pour jeter le discrédit sur l'action de nos camarades, en les calomniant effrontément et en les chargeant des pires crimes. Quant à la presse d'extrême-gauche, dont le devoir serait de renseigner objectivement les travailleurs, elle semble, tout particulièrement à Genève, vouloir ignorer systématiquement ce que font les militants de la Confédération Nationale du Travail et de la Fédération anarchiste ibérique qui sont à la tête des responsabilités en Catalogne.

Le professeur Oltramare, qui a visité Barcelone et différentes localités de la région et a fait un court voyage au front aragonais, s'est chargé de rompre ce silence intéressé et de dissiper les préventions que pouvaient avoir fait surgir dans une partie de la population les mensonges des plumitifs à la solde du fascisme international. Ayant pu connaître de près les faits et les hommes, il nous a brossé quelques portraits des camarades les plus en vue et donné un aperçu des résultats de l'action constructive des travailleurs catalans, aussi bien dans le domaine de la production que dans celui des services publics, du ravitaillement, des échanges, de l'instruction et de la presse. L'ordre est parfait et la vie est normale aussi bien à Barcelone que dans le reste de la vaste région catalane. De profondes améliorations ont été réalisées au profit des travailleurs dans les entreprises soumises au contrôle des organisations syndicales: réduction des heures de travail, augmentation des salaires, suppression des dépenses somptuaires ou improductives, augmentation considérable du rendement par une organisation plus rationnelle de la production.

Quelques détails piquants ont tout spécialement intéressé l'auditoire, particulièrement lorsque l'orateur a exposé la façon par laquelle nos camarades catalans ont résolu la question des habitations. L'expropriation de nombreux immeubles s'est faite en tenant compte des sommes perçues par leurs anciens propriétaires et qui dépassaient dans leur ensemble de beaucoup la valeur de l'immeuble. D'autre part, les prix des loyers ont été ramenés à 50% de ce qui se payait auparavant. Un vaste projet de constructions est en chantier, cependant que des édifices réquisitionnés sont mis à la disposition des travailleurs ou affectés à l'usage des organisations syndicales ou des différents services de la communauté.

Pour ce qui est de sa visite au front aragonais, le professeur Oltramare en a rapporté les impressions les plus encourageantes aussi bien pour ce qui a trait au moral des combattants que pour ce qui concerne la direction des opérations sous la conduite d'hommes courageux et déterminés, ayant donné des preuves incontestables de dévouement à la cause populaire et possédant des capacités techniques certaines.

Ce témoignage non suspect en faveur de l'action de nos camarades catalans, venant d'un homme appartenant à un camp politique assez différent, méritait d'être souligné, malgré quelques rapides considérations sentimentales à propos de certaines destructions d'œuvres d'art, destructions inévitables de la part du peuple en temps de révolution, et malgré l'affirmation que les anarchistes catalans seraient, en raison de leur façon sérieuse d'envisager les nécessités du moment, des « démocrates qui s'ignorent ».

Cela méritait d'autant plus d'être souligné, lorsque l'on tient compte qu'à Genève sur cinq journaux quotidiens, quatre empoisonnent jour après jour le public par des nouvelles entièrement fausses ou tendancieuses, par des commentaires inspirés par la plus grossière mauvaise foi, et qu'il n'existe ici, à la portée du public, aucun journal indépendant renseignant ses lecteurs d'une façon honnête et complète, sans préoccupation partisane ni esprit étroitement totalitaire. C. F.

Une belle assemblée.

Samedi dernier étaient convoqués en son local les membres et amis de la colonie italienne antifasciste sous l'égide de la Ligue des Droits de l'homme (section italienne), pour participer à une conférence sur les événements d'Espagne, au cours de laquelle prit la parole un journaliste républicain, A. Natoli, accrédité à la S. d. N., et qui fut témoin permanent des tragiques événements qui se déroulent en Espagne et à Madrid en particulier.

Après un bref et clair exposé de la situation, A. Natoli fit l'éloge de la valeur et du courage des combattants italiens sur les divers fronts. Rappelant la mémoire de deux camarades tombés sur le champ de la liberté: Angeloni et De Rosa, les sanglots étouffent la voix de ce brillant orateur, qui ne peut continuer à parler.

La parole est au professeur André Oltramare, ancien conseiller d'Etat socialiste, lequel est allé en Espagne. L'objectivité qui fait la renommée d'André Oltramare, le pousse à dire la vérité sur ce qu'il a vu en Catalogne et en Aragon, et c'est d'un bout à l'autre de l'exposé, des éloges à l'adresse du peuple espagnol, des organisations anarchistes et anarco-syndicalistes, des milices de la C.N.T.-F.A.I., ainsi que de la colonne italienne composée d'anarchistes, socialistes et républicains.

André Oltramare termine son captivant exposé accompagné de projections lumineuses, en faisant un appel émouvant en faveur du peuple espagnol lequel, dit-il, se bat non seulement pour ses libertés, mais pour la liberté et la paix du monde entier. A. C.

Veille d'élections.

Le gouvernement Nicole peut être défini une bonne administration bourgeoise. Les finances publiques, notamment, ne se sont pas trouvées mise à mal comme par tous les gouvernements bourgeois précédents.

D'autre part, les droitiers ont joui d'une pleine et entière liberté de propagande, ce qui n'a pas été le cas pour les libre-penseurs, par exemple, dont plus d'une conférence a été interdite.

Malgré cela, les bourgeois ont voué au gouvernement socialiste une haine implacable. Autrefois la collaboration socialiste était presque recherchée, aujourd'hui elle est systématiquement refusée.

C'est dire que dans le monde entier — et non pas à Genève seulement — nous arrivons à la « lutte finale ». Dans le camp bourgeois on a conscience que le régime ne peut plus se maintenir que par la servitude complète et l'écrasement des travailleurs, de là une attitude toujours plus intransigeante.

Le malheur, c'est de penser que la victoire suffise sur le terrain électoral. C'est ce qui a perdu les républicains espagnols, qui malgré leur modération ou plutôt à cause de celle-ci, se sont vus traîtreusement attaqués par le fascisme national, aidé puissamment par le fascisme international. Un effort énorme va être fait pour la victoire des urnes, après laquelle le Parti socialiste n'en restera pas moins impuissant à résoudre des problèmes, qui n'ont pas de solution dans la légalité bourgeoise. C'est le côté dangereux de la situation actuelle, faute d'une éducation révolutionnaire permettant de repousser promptement et énergiquement les éventuelles attaques fascistes.

Recel d'expulsé.

Voilà un délit dont nous ne soupçonnions pas même l'existence. Nous l'apprenons par la chronique judiciaire de lundi dernier, où il est question de quatre expulsés condamnés pour rupture de ban. Pour l'un d'eux, nous lisons que son amie aussi, une jeune femme, est poursuivie pour recel d'expulsé, et qu'elle est condamnée par défaut à quinze jours de prison.

Ainsi ne pas trahir l'hospitalité est aussi un délit, frappé de prison! C'est le mouchardage que l'on prétend imposer. Chacun peut être expulsé — ne le fut-il pas Mussolini, le plus grand homme de notre bourgeoisie? — et il serait délictueux d'assurer un logis à celui qui en manque!

Peut-être nous remarquera-t-on que dans le cas particulier, il s'agit d'une femme « peu intéressante », mais la loi reste la même pour la personne la plus intéressante aussi.

Aux camarades sans-filistes

Nous rappelons que les émissions du poste CNT-FAI Barcelone (ECN = 1) ont lieu:

En français: tous les mardis, jeudis et samedis soir, de 10 h. à 10 h. 30;

En italien: le lundi, de 10 h. 30 à 11 h. du soir; le jeudi, de 6 h. à 6 h. 30 du soir, et le samedi, de 6 h. 30 à 7 h. du soir;

En allemand: les lundis et mercredis soir, de 6 h. à 7 h., et les jeudis et vendredis soir, de 10 h. à 11 h.

Le dimanche soir, émissions à des heures diverses.

L'émission est faite par *ondes extra-courtes* (41 m. 72). Prière de vérifier et de se renseigner auprès d'un professionnel au cas où ces émissions ne pourraient être entendues partout.

Pour nos camarades D'ESPAGNE

Total précédent	Fr. 1437.75
Alfort, Jacques Mesnil	10.—
Bellinzona fra compagni	30.—
Genève: Vaglio 100, Lui 50	150.—
Liste 1, Schoepfer	20.—
Liste 3, Glatz	14.30
Lometto 2, P. B. 1, Vella 2, J. P. 5	10.—
Quête conférence au Grutli	27.75
Lausanne, Pedro	5.—
Torrington, Conn.: Emilio Neri, Italo Soliani (5 dollari ciascuno), Michele Gallitiello (4), Luigi Volpe (2), Matteo Rocco, Gino Bastasini, Vincenzo Crudo, Federico Garzillo (1 dollari ciascuno), pro famiglie volontari italiani	60.60
Versoix, liste 81, B.	44.—
Zurich, liste 84, Sirio (pro famiglie volontari italiani)	23.—
Liste 68, Rontagnan	15.70
Liste 69, Domenico	28.—
Total au 28 septembre	Fr. 189.60